

MALLETTE

Société de
comptables professionnels agréés

Point de Rue

États financiers
Au 31 mars 2014

Accompagnés du rapport de l'auditeur indépendant

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de
Point de Rue,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de **POINT DE RUE**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2014, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net négatif et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'Organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes de bienfaisance, l'Organisme perçoit des produits de dons et d'activités de financement pour lesquels il n'est pas possible d'auditer l'exhaustivité de façon satisfaisante. Notre audit de ces produits s'est limité aux montants comptabilisés dans les comptes de l'Organisme. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour la période considérée en ce qui concerne les produits, l'insuffisance des produits sur les charges et l'actif net négatif.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Point de Rue au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Trois-Rivières, Canada
Le 17 juin 2014

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111750

Point de Rue

ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2014

2013

PRODUITS

Dons	10 157 \$	3 269 \$
Subventions (annexe A)	721 035	673 472
Autres produits (annexe B)	55 845	68 835
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	10 603	11 045
	797 640	756 621

CHARGES

Salaires et charges sociales	532 501	514 135
Activités de financement	2 710	6 336
Allocations de formation	43 880	39 831
Assurances	3 308	1 062
Combustible et électricité	10 162	8 784
Dépannage alimentaire	30 006	24 716
Déplacements	25 764	23 212
Entretien et réparations	13 564	13 412
Équipe itinérance	597	1 463
Formation	6 587	6 583
Fournitures de bureau et papeterie	7 143	6 659
Frais d'intervention	23 077	24 087
Frais de la LOJIQ	-	11 330
Intérêts et frais bancaires	2 570	1 393
Intérêts sur la dette à long terme	1 671	3 109
Journal « La Galère »	24 780	32 718
Loyer	994	969
Plateaux de travail	11 913	8 240
Publicité	-	149
Représentation	1 997	3 702
Services professionnels	19 168	23 647
Taxes et permis	3 039	1 340
Télécommunications	11 037	17 499
Amortissement des immobilisations corporelles	23 311	22 752
	799 779	797 128

INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES

(2 139) \$

(40 507) \$

Point de Rue

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET NÉGATIF

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2014

2013

	Non affecté	Investi en immobili- sations corporelles	Total	Total
SOLDE , début de l'exercice				
Déjà établi	(88 834) \$	75 965 \$	(12 869) \$	38 663 \$
Retraitement d'un exercice antérieur (note 3)	11 025	-	11 025	-
Retraité	(77 809)	75 965	(1 844)	38 663
Insuffisance des produits sur les charges	10 569	(12 708)	(2 139)	(40 507)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(10 273)	10 273	-	-
Remboursement en capital de la dette à long terme afférente aux immobilisations corporelles	(3 953)	3 953	-	-
SOLDE , fin de l'exercice	(81 466) \$	77 483 \$	(3 983) \$	(1 844) \$

Point de Rue

BILAN

Au 31 mars

2014

2013

ACTIF

ACTIF À COURT TERME

Créances (note 4)

32 537 \$

44 954 \$

Frais payés d'avance

6 917

6 908

39 454

51 862

IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)

360 464

373 502

399 918 \$

425 364 \$

PASSIF

PASSIF À COURT TERME

Découvert bancaire

25 102 \$

4 050 \$

Emprunt bancaire (note 6)

44 280

41 284

Dettes de fonctionnement (note 7)

32 406

36 639

Apports reportés (note 8)

19 132

47 698

Dettes à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 9)

4 258

3 999

125 178

133 670

DETTE À LONG TERME (note 9)

24 255

28 467

APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 10)

254 468

265 071

403 901

427 208

ACTIF NET NÉGATIF

Investi en immobilisations corporelles

77 483

75 965

Non affecté

(81 466)

(77 809)

(3 983)

(1 844)

399 918 \$

425 364 \$

Pour le conseil d'administration :

_____, administrateur

_____, administrateur

Point de Rue

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2014

2013

ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT

Insuffisance des produits sur les charges	(2 139) \$	(40 507) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	23 311	22 752
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	(10 603)	(11 045)

10 569 (28 800)

Variation nette des éléments hors caisse liés au fonctionnement (note 11)

(20 391) 23 859

(9 822) (4 941)

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Acquisition d'immobilisations corporelles	(10 273)	(26 213)
---	----------	----------

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Variation de l'emprunt bancaire	2 996	35 349
Remboursement de la dette à long terme	(3 953)	(2 518)

(957) 32 831

AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

(21 052) 1 677

DÉCOUVERT BANCAIRE, début de l'exercice

(4 050) (5 727)

DÉCOUVERT BANCAIRE, fin de l'exercice

(25 102) \$ (4 050) \$

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'Organisme, constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, fournit des services de première ligne aux personnes en situation de rupture sociale. Il est un organisme de bienfaisance enregistré au sens de la Loi sur les impôts et il est conséquemment exempté des impôts.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation des états financiers

Les états financiers de l'Organisme ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Comptabilisation des produits

L'Organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Apports de services

Le fonctionnement de l'Organisme dépend, en grande partie, des services de plusieurs bénévoles. Du fait que l'Organisme ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

Aides gouvernementales

Les subventions relatives aux immobilisations corporelles sont comptabilisées à titre d'apports reportés afférents aux immobilisations corporelles. Elles sont virées aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les subventions relatives aux charges d'exploitation sont comptabilisées dans les produits.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'Organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode du solde décroissant aux taux suivants :

Bâtisse	4 %
Aménagement extérieur	20 %
Équipement de cuisine	20 %
Équipement de photo	20 %
Équipement informatique	20 %
Mobilier de bureau	20 %
Matériel divers	20 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de ces actifs. Une perte de valeur doit se calculer comme le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif à long terme sur sa juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'Organisme sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

3. RETRAITEMENT D'UN EXERCICE ANTÉRIEUR

L'Organisme a relevé que le montant d'apports reportés pour l'exercice 2013 était erroné. En conséquence, le solde de l'évolution de l'actif net négatif au 1er avril 2013 a augmenté de 11 025 \$ correspondant aux apports reportés excédentaires de l'exercice 2013 et les états financiers de l'exercice 2013 ont été retraités. La valeur des apports reportés au 31 mars 2013 a été diminuée de 11 025 \$ et les produits ont été augmentés du même montant.

4. CRÉANCES

	2014	2013
Subventions à recevoir	22 322 \$	36 257 \$
Taxes à la consommation	3 686	3 829
Avances à des particuliers, sans intérêts	6 529	4 868
	32 537 \$	44 954 \$

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014		2013
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrain	13 500 \$	- \$	13 500 \$
Bâtisse	447 995	149 772	310 649
Aménagement extérieur	13 491	2 928	7 895
Équipement de cuisine	16 729	7 719	9 801
Équipement de photo	14 639	5 034	11 502
Équipement informatique	51 135	39 972	12 291
Mobilier de bureau	9 526	5 361	2 570
Matériel divers	7 352	3 117	5 294
	574 367 \$	213 903 \$	360 464 \$

6. EMPRUNT BANCAIRE

L'Organisme dispose d'un emprunt bancaire sous forme de marge de crédit, d'un montant autorisé de 50 000 \$, portant intérêt à 9 % et sans date de renouvellement.

L'emprunt bancaire ne comporte aucune garantie.

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

7. DETTES DE FONCTIONNEMENT

	2014	2013
Comptes fournisseurs	586 \$	810 \$
Salaires et vacances courus	6 324	8 019
Sommes à remettre à l'État		
Retenues à la source et contributions	16 505	14 559
Frais courus	8 991	13 251
	32 406 \$	36 639 \$

8. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affectations d'origine externe, sont destinées à un projet spécifique, ainsi qu'un financement affecté reçu au cours de l'exercice considéré et destiné à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice subséquent.

Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

	2014	2013
SOLDE , début de l'exercice	47 698 \$	33 325 \$
Montants comptabilisés à titre de produits de l'exercice	(47 698)	(16 440)
Montants reçus au cours de l'exercice	19 132	30 813
SOLDE , fin de l'exercice	19 132 \$	47 698 \$

9. DETTE À LONG TERME

	2014	2013
Emprunt, garanti par une hypothèque immobilière sur le terrain et la bâtisse d'une valeur nette comptable de 311 723 \$, remboursable par versements mensuels de 469 \$ incluant capital et intérêts au taux de 5,45 %, échéant en octobre 2015	28 513 \$	32 466 \$
Portion échéant au cours du prochain exercice	4 258	3 999
	24 255 \$	28 467 \$

Point de Rue

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 31 mars 2014

9. DETTE À LONG TERME (suite)

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer au cours des deux prochains exercices sont les suivants :

	Versements contractuels	Portion renouvelable	Total
2015	4 258 \$	- \$	4 258 \$
2016	1 822 \$	22 433 \$	24 255 \$

10. APPORTS REPORTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles représentent des apports affectés ayant servi à l'acquisition du terrain et de la bâtisse. Les variations survenues dans le solde des apports reportés pour l'exercice sont les suivantes :

	2014	2013
SOLDE , début de l'exercice	265 071 \$	276 116 \$
Montants amortis dans les résultats	(10 603)	(11 045)
SOLDE , fin de l'exercice	254 468 \$	265 071 \$

11. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation se détaille ainsi :

	2014	2013
Créances	12 417 \$	(8 476) \$
Frais payés d'avance	(9)	(2 943)
Dettes de fonctionnement	(4 233)	20 905
Apports reportés	(28 566)	14 373
	(20 391) \$	23 859 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'Organisme est exposé à des risques dont les plus significatif sont le risque de liquidité et le risque lié au taux d'intérêt. Il a mis en place des politiques et procédures qui régissent l'ampleur de l'exposition de l'Organisme aux risques les plus significatifs.

12. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Organisme éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à ses passifs financiers. L'Organisme est exposé à ce risque principalement en ce qui a trait à son emprunt bancaire, ses dettes de fonctionnement et sa dette à long terme.

Risque lié au taux d'intérêt

L'Organisme assume un emprunt à long terme comportant un taux d'intérêt fixe. Pour la dette à taux d'intérêt fixe, les risques auxquels ce dernier est exposé sont minimes.

13. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

Point de Rue

ANNEXES

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2014

2013

A - SUBVENTIONS

Agence de santé et des services sociaux	202 804 \$	238 075 \$
Centre de santé et des services sociaux	34 000	42 180
Centre local d'emploi	37 484	21 767
Fonds d'Aide des Bingos de Trois-Rivières	7 500	6 000
LOJIQ	-	11 330
Services Canada	350 490	297 620
Ville de Trois-Rivières	70 000	50 000
Autres	18 757	6 500
	<hr/>	<hr/>
	721 035 \$	673 472 \$

B - AUTRES PRODUITS

Activités de financement	13 081 \$	18 282 \$
Équipe itinérance	40 175	45 075
Intérêts	63	1 368
Journal « La Galère »	2 526	4 110
	<hr/>	<hr/>
	55 845 \$	68 835 \$
